



## Soutien aux entreprises. Une loi de Finances rectificative est sur la table

Le Comité de veille économique, après l'évaluation de la situation actuelle, doit annoncer un programme d'accompagnement en faveur des entreprises. Une loi de Finances rectificative déjà plébiscitée par de nombreux parlementaires, est envisageable.

**Khadim Mbaye et Sanae Raqui**

Cette semaine s'annonce bien chargée pour le Comité de veille économique, qui après l'évaluation de la situation actuelle, doit annoncer un programme d'accompagnement en faveur des entreprises. C'est ce que le chef de gouvernement, Saad Dine El Otmani a déclaré samedi, dans un entretien exclusif diffusé en direct sur 2M, Medi1 Tv et Al Aoula. Bien qu'il se soit voulu rassurant par rapport à la pandémie, il faut dire que la psychose s'empare peu à peu du pays. En témoigne, la panique hystérique dont ont fait preuve les citoyens ces trois derniers jours au sein notamment des grandes surfaces marocaines. Les entreprises, tous secteurs confondus, ne sont pas en reste. Certaines, notamment celles opérant dans le tourisme, la restauration et l'artisanat se sentent abandonnées. Pour dire que le travail de la cellule de veille est très attendu que ce soit par les simples citoyens qui demandent un plan sanitaire important que par les entre-

preneurs que la CGEM a tenté de rassurer en promettant des mesures cette semaine. *«Tout le monde est dans l'expectative en attendant de voir les prochaines mesures qui seront prises par le comité mis en place par le gouvernement»*, souligne l'économiste Adil Roqai pour qui les petites entreprises sont très exposées à cette conjoncture internationale. *«Nous pensons qu'il y aura des mesures spécifiques comme on l'a vu en France où le gouvernement a pris un certain nombre de décisions pour sauver les entreprises, à savoir le report de certaines échéances fiscales et sociales»*, ajoute-t-il. La question qui se pose à ce niveau, c'est de savoir si le Maroc a les moyens de sauver les entreprises qui seront éventuellement mises en difficulté par le Covid-19. *«Tout ce que je sais, c'est que le gouvernement fera tout pour favoriser les entreprises afin de sauver le maximum d'emplois, lesquels constituent un point important dans l'économie marocaine»*, indique Roqai. El Otmani a d'ailleurs évoqué la possibilité du recours à une loi de Finances rectifica-

tive déjà plébiscitée par de nombreux parlementaires étant donnée que les hypothèses de la loi de Finances 2020 sont devenues caduques avec la sécheresse et le coronavirus. Une décision qui serait tranchée également cette semaine une fois les réunions avec toutes les parties prenantes bouclées. Bref, de nouvelles dépenses se hissent à des milliards de dirhams seront à engager par l'État pour amortir le choc économique provoqué par le coronavirus. Une mission difficile aggravée par un manque de visibilité aux niveaux national et international. *«En fait, cela fait un bon moment que je plaide auprès des entreprises pour la mise en place d'une cartographie des risques. Ces entreprises doivent savoir maîtriser les risques systémiques et les risques majeurs liés à leur environnement. Pour moi, la problématique est beaucoup plus profonde, c'est typiquement une situation qui nécessiterait la bonne volonté de toutes les parties prenantes de ce pays (entreprise, société civile, partis politiques, citoyens...)»*, estime l'économiste Adil El Fakir. ●